

## **Crise libyenne : l'Algérie appelle l'ONU à s'investir dans une solution inclusive**

L'Ambassadeur et Représentant Permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, M. Sofiane Mimouni, a appelé, le 28 juillet 2020, le Conseil de Sécurité de l'ONU à s'investir pleinement dans la recherche d'une solution politique inclusive en Libye et à promouvoir une action multilatérale concrète face à la crise dans ce pays en proie aux violences depuis 2011.

S'exprimant lors d'une réunion virtuelle de consultations informelles avec les pays voisins de la Libye et autres pays concernés, organisée par le Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la Libye, M. le Représentant Permanent de l'Algérie a déploré l'inertie du Conseil de Sécurité face aux violations récurrentes de ses résolutions notamment celles relatives à l'embargo sur les armes.

Par la même occasion, M. l'Ambassadeur d'Algérie a appelé l'organe exécutif de l'ONU à mettre fin aux interférences étrangères et à redynamiser le processus politique tout en rappelant les répercussions importantes de la situation en Libye sur la stabilité des pays voisins.

A ce titre, le diplomate a estimé que les sanctions ne devraient pas être une fin en soi, mais devraient plutôt être considérées comme un outil essentiel pour soutenir le processus politique. Elles doivent, par conséquent, être pleinement mises en œuvre au risque de perdre tout sens et toute crédibilité.

Dans ce cadre, le Représentant Permanent de l'Algérie a souligné les axes principaux sur lesquels repose l'approche algérienne concernant la situation en Libye.

**1.** Le premier point est lié au principe: « il ne peut y avoir de solution militaire en Libye. Et cela ne doit pas rester un simple slogan », a déclaré M. Mimouni, soulignant à ce propos, « l'urgence d'agir de manière décisive pour garantir un cessez-le-feu durable et relancer le dialogue entre toutes les parties libyennes ».

Il a rappelé par la même que l'Algérie s'est engagée avec tous les acteurs libyens, les pays voisins, ainsi qu'avec les partenaires concernés à œuvrer pour éviter une escalade militaire en Libye et s'appuyer sur les cadres d'action déjà existants.

**2.** S'agissant du deuxième, explique-t-il, il a trait au devoir de toutes les parties prenantes concernées de réaffirmer de nouveau leur engagement aux conclusions de la Conférence de Berlin et s'abstenir de nourrir la division et l'effusion de sang en Libye.

A ce titre, M. l'ambassadeur a tenu à réitérer l'attachement ferme de l'Algérie à l'égard des conclusions de la Conférence de Berlin et sa détermination à poursuivre son engagement au sein du Comité international de suivi afin d'assurer un environnement favorable au processus politique libyen.

**3.** En troisième lieu, le diplomate a mis l'accent sur l'importance primordiale de la centralité d'une démarche inclusive qui permettrait d'aboutir à une solution politique inclusive définie par les Libyens et pour les Libyens.

« Il appartient aux Libyens de ramener la paix dans leur pays et de reconstruire des institutions fortes et unifiées sans ingérence étrangère, qu'elles soient de nature politique ou militaire », a-t-il souligné.

M. Mimouni a assuré également que l'Algérie, en tant que pays voisin, s'efforcera toujours de préserver les droits légitimes des Libyens et la stabilité des pays voisins et d'agir pour faire partie de la solution et non une partie du problème.

**4.** Le quatrième et dernier point consiste en la nécessité d'un engagement international fort pour respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye ainsi que le droit de son peuple de disposer de ses ressources naturelles.

Il a estimé qu'il ne peut y avoir d'Ouest ou d'Est, ni de Nord ou Sud. Il n'y a qu'une Libye et un peuple Libyen avec des aspirations légitimes pour un avenir pacifique dans un pays prospère.

Dans le prolongement de l'objectif de l'Afrique de faire taire les armes, M. Mimouni a indiqué que la vision de l'Algérie ainsi que ses efforts s'inscrivent dans le contexte du plein respect de la dignité de la vie humaine et de sa sacralité qui ne peuvent souffrir davantage de marchandages politiques.

A la fin, il a appelé le Conseil de Sécurité ainsi que la Communauté Internationale à se détacher des agendas nationaux étroits et à promouvoir une action multilatérale concrète en soutien d'une solution politique en Libye.

Le 4 août 2020